

# **RAPPROCHEMENT DES PASTEURS ET AGROPASTEURS DANS LA ZONE DE KISHI BEIGA. ETUDE DE CAS DU PROGRAMME SAHEL BURKINABÈ PSB-GTZ (BURKINA FASO)**

Matthias Banzhaff, Boureima Drabo and Dr. Hermann Grell

Programme Sahel Burkinabe, Project PSB-GTZ  
Dori, Burkina Faso

## **CONTEXTE GENERALE**

### **La zone de Kishi Beiga**

Kishi Beiga est une vaste zone située dans la province de l'Oudalan, au Nord du Burkina Faso (pays au coeur de l'Afrique de l'Ouest). A vocation pastorale principalement, cette zone, est assez faiblement arrosée (isohètes 350 à 600 mm) et connaît une forte variation pluviométrique dans le temps et dans l'espace. Elle est composée de plusieurs villages et hameaux et peuplé d'une mosaïque d'ethnies dont les Touareg, les Bellah, les différents sous groupes Peulh et les groupes dérivant des Songhai (Mallébé).

Kishi Beiga est sous l'autorité coutumière d'un chef Touareg (qui vient d'être réhabilité), le chef de canton qui réside à Gorom Gorom pour le fait qu'il coiffe toute la chefferie de l'Oudalan. L'état y est représenté par un responsable administratif villageois (RAV) Mallebé.

La zone regorge d'énormes potentialités pastorales. Cela suscite l'arrivée périodique de plusieurs groupes de transhumants des régions avoisinantes, qui tentent de cohabiter avec les agro-pasteurs sédentaires et les pasteurs autochtones. On y rencontre de grands parcours de saisons sèche et pluvieuse, des mares, des cours d'eau et la cure salée.

### **La problématique de développement**

La zone comme le reste de la région sahéenne du pays, est marquée par une mutation importante. Cette mutation touche les systèmes sociaux, le régime foncier, les systèmes de production. Une des conséquences de cette mutation est le changement de la forme des relations entre l'agriculture et l'élevage, orientée beaucoup plus vers la pratique intégrée des deux activités dans la même exploitation.

En effet, on assiste aujourd'hui à une dégradation accélérée des ressources naturelles supports essentiels des productions de la zone. Cette dégradation est liée à une péjoration climatique générale, aiguës par les sécheresses successives et aux actions de l'homme.

L'agriculture est essentiellement de type extensif et se mène sur des sols qui, dans l'ensemble, offrent des rendements assez aléatoires en rapport avec une pluviométrie insuffisante et mal répartie.

L'élevage pastoral perçu comme un mode adapté de valorisation des ressources dans le contexte, est aujourd'hui menacé.

Dans le temps la zone de Kishi Beiga, un véritable "Eldorado pastoral" faisait l'objet d'une gestion non formelle par un comité de sages dont les membres sont désignés par le chef de canton. Aujourd'hui cette forme de gestion a disparu, et avec les effets de sécheresse, la zone a perdu sa valeur stratégique, entraînant une concurrence accrue autour des ressources naturelles. Tout ceci plonge la population, dans une paupérisation continue entraînant entre autres une migration des jeunes vers les pays côtiers ou les

sites aurifères.

### **Le contexte politico-administratif de l'intervention**

Le contexte est marqué par trois éléments majeurs successifs mais ayant des imbrications assez poussées. Il s'agit de:

- „l'ombre“ de la période révolutionnaire que le pays a connue, ayant entraîné des mutations profondes au sein des communautés rurales dont l'éveil des consciences, la réforme agraire et foncière (RAF) donnant la propriété des terres à l'Etat et l'affaiblissement des pouvoirs des chefferies traditionnelles, au profit de nouvelles formes d'organisation;
- l'adoption d'une nouvelle approche de développement rural à savoir la Gestion des Terroirs, basée sur la responsabilisation effective des populations, suite au constat d'échec des approches passées. Cette nouvelle approche au départ était surtout axée sur des notions de terroirs villageois, puis terroirs (limites finies), ce qui la prédisposait à la non-prise en compte du pastoralisme, fondé surtout sur l'accès aux ressources naturelles;
- les processus de démocratisation et de décentralisation assez récents, mais ayant une incidence très forte sur tout les stratégies et approches de développement.

### **Le Programme Sahel Burkinabè et sa stratégie d'intervention**

Le Programme Sahel Burkinabè est un programme de lutte contre la désertification et pour le développement de la région du Sahel Burkinabè (1). Il a été conçu en 1986 sur la base des conclusions d'analyse tirées des interventions précédentes et de la stratégie régionale du CILSS (2). Il est financé par plusieurs bailleurs de fonds dont la RFA à travers la GTZ.

La partie financée par le RFA, dénommée "Projet Gestion des Terroirs et des Ressources Naturelles par l'Autopromotion au Sahel Burkinabè" (PSB/GTZ) s'appuie sur une démarche gestion des terroirs, basée sur l'approche participative qui prend en compte les réalités du terrain et également les différentes politiques et stratégies en cours telles que:

- la décentralisation en milieu rural;
- la convention internationale de lutte contre la Désertification.

Dans son développement, le projet applique les principes du partenariat et de responsabilisation des populations bénéficiaires. Pour cela il s'inscrit dans un processus d'apprentissage avec tout les acteurs (population et partenaires), visant l'adaptation et l'amélioration de ses prestations et de sa façon d'intervenir. Il se dote alors d'une stratégie d'intervention flexible, qui doit s'adapter aux réalités du terrain, et aux enseignements tirés au cours de sa mise en oeuvre.

Aussi, dans son parcours, le projet a rencontré d'énormes difficultés pour intégrer les intérêts des pasteurs transhumants et le pastoralisme en général (3) dans le processus de gestion des ressources naturelles, enclenché.

Ce faisant, quelques éléments de stratégies ont été développées par le projet pour réagir à ces contraintes, qui se regroupent autour de deux pôles dont:

- L'environnement politico-administratif, qui jusque là était marqué par une option de développement ne donnant pas au pastoralisme l'importance qu'il lui faut pour son mieux devenir. C'est le cas d'un courant de pensée qui consiste à faire passer l'élevage transhumant comme une source certaine de dégradation des ressources naturelles. Afin de rendre cet environnement favorable pour la prise en

compte du pastoralisme, il a été mis en place un groupe de réflexion sur l'élevage au niveau du Sahel Burkinabè (GRPES) sous l'initiative et l'impulsion du projet. La mise en place de ce groupe, composé de projets, ONGs, Services techniques de l'Etat et producteurs, a permis une harmonisation des perceptions sur les types d'élevage particulièrement l'élevage transhumant, un approfondissement de la problématique de l'élevage (couronné par la tenue d'une table ronde avec tout les acteurs) et l'élaboration d'une esquisse de politique de développement de l'élevage au Sahel burkinabè;

- l'élaboration des éléments de stratégie devant servir de guide pour la prise en compte du pastoralisme dans la Gestion des Ressources Naturelles (programme de recherche développement), qui se situent au niveau:
  - de l'amélioration de la communication avec les pasteurs;
  - de l'appui à l'organisation des pasteurs afin qu'ils deviennent des partenaires réels des agro-pasteurs;
  - la concertation entre les deux groupes;
  - la planification et la sécurité foncière pastorale.

Le projet intervient dans la zone de Kishi Beïga depuis 1991. Initialement menée dans des limites réduites (comme une zone test du programme pour tester l'applicabilité de l'approche gestion Terroir dans le contexte du Sahel), l'intervention du projet concerne aujourd'hui une superficie plus grande.

Les auteurs du présent article étaient fortement impliqués dans le déclenchement du processus d'apprentissage autour du dispositif organisationnel de la zone depuis 1995.

## **LES ACTIONS DE DÉPART**

Les premières dispositions prises par le projet, étaient la mise en place systématique d'une organisation villageoise de gestion des terroirs (CVGT) (4), la réalisation d'infrastructures diverses. L'évaluation de ces actions a fait ressortir les insuffisances suivantes: la non représentativité de la CVGT, la non prise en compte de certains groupes dont les pasteurs transhumants. Ainsi on a constaté un relatif dysfonctionnement de la gestion de la chose commune: unités économiques (banques céréales), infrastructures communautaires (pompes, boullis) et une relative anarchie autour de l'utilisation des ressources (mare, cure salé, installation des champs....)

Plusieurs facteurs peuvent expliquer ce phénomène:

### **Problème de leadership**

Durant la révolution d'Août 1983 au Burkina, les chefferies traditionnelles avaient perdu leur pouvoir politique. Les Bella qui étaient captifs des Touaregs prirent leur liberté.

L'absence du chef dans le village entraîna donc un conflit de leadership dans la mesure où les deux principales ethnies (Mallébé et Touareg) voulaient contrôler la gestion du pouvoir politique. Chacune des ces communautés tentait à travers leurs leaders de se positionner. Nous avons donc en permanence des conflits latents susceptibles de se manifester à chaque instant; c'est à dire à la faveur des interventions extérieures en matière de développement rural. On assistait à des tentatives de monopolisation de l'appui d'un coté, à un sabotage des actions de l'autre.

### **Législation foncière**

Après la proclamation de la RAF en 1984, le régime de la propriété étatique des terres rurales fut institué. Cette réforme a été mal comprise à la base.

La gestion des ressources pastorales ne connaissait plus de responsable. Ce désordre socio-politique, auquel s'ajoute les effets cumulés des sécheresses avaient fini par ôter toute forme de gestion rationnelle de ressources à cette zone.

### **Démarche du projet**

Cette démarche était assez fermée et conçue pour des terroirs à limites finies, donc des terroirs agricoles. Elle ne permettait pas de prendre en compte toute la dimension de la question du pastoralisme et la complexité de la situation socio-ethnique et politique de Kishi Beïga.

## **LE PROCESSUS DE CHANGEMENT**

Vu l'échec de l'intervention initiale, le projet, après une pause, a revu son approche et ses principes d'intervention. La nouvelle approche, prenant en compte les stratégies développées pour la prise en compte du pastoralisme consistait à favoriser un processus interactif et itératif, de communication avec l'ensemble des groupes et quartiers, afin de déclencher un apprentissage soutenu et valoriser les potentialités locales de concertation entre les différents groupes. Cela pour avoir un niveau d'organisation permettant la planification et la ré planification des actions et favorisant la gestion concertée et durable de l'espace et des ressources (agricoles et pastorales).

Le rôle du projet, se limite à l'animation des débats autour de la concertation au moyen d'outils participatifs.

A l'issue de l'établissement de ce mode de partenariat, la population de Kishi Beïga, soucieuse d'un avenir radieux de la zone, a su privilégier les intérêts collectifs par rapport à ceux des individus, grâce à la création d'un *cadre de concertation* entre les différents groupes, dont le processus de reconnaissance officielle vient d'être bouclée. Ce cadre de concertation ou plate-forme est compris comme un organe de défense d'intérêt ou d'expression des contradictions en vue de la recherche de solutions concertées et de la paix sociale au niveau de la zone.

Le cadre comprend 18 personnes parmi lesquels on compte des agro-pasteurs (Touareg, Mallébé, Bellah, Peul Sillubé et Rimaibé) et des pasteurs (Peul Gaobé, Djelgobé et Dogabé). Les membres du cadre de concertation sont démocratiquement choisis par la population de Beïga. Chaque quartier y est représenté par des sages (2 au minimum).

Le cadre est composé:

- d'un président d'ethnie Touareg qui a une autorité morale vis à vis de la population;
- d'un vice président qui remplace le président pendant son absence;
- d'un secrétaire chargé d'enregistrer les conflits gérés;
- d'un porte parole chargé d'informer le village de toute décision relative à la gestion de conflits;
- d'autres membres.

Il faut souligner que le RAV ne fait pas partie de ce comité, il est confiné à des tâches administratives. Il est par exemple chargé de saisir le préfet en cas d'urgence c'est à dire lorsque un conflit surgit et dépasse les capacités locales de règlement. D'énormes progrès viennent d'être réalisés en ce qui concerne le renforcement de la structuration et du fonctionnement du cadre. Il s'agit:

- de la mise en place de pôles géographiques de concertation qui de par leur proximité de la base, permettent une efficacité des actions et viennent parer à la lourdeur liée à l'étendue de la zone;

- de l'amélioration des circuits de communication par l'instauration du principe de restitution en cascade, doublé d'une autre disposition qui est la constitution d'une archive à chaque niveau (cadre, pôle, villages et quartier).

Les acteurs clés de ce processus de changement sont le leader des Touareg, l'actuel responsable du cadre de concertation et l'animateur du projet, un fils du milieu largement imprégné de la trame socioculturelle du milieu. Si le premier, par une pression morale a su rapprocher les différentes ethnies, le second a utilisé ses talents d'animateur et sa parfaite connaissance du milieu pour jouer le rôle d'accompagnateur du processus.

La concrétisation de l'idée du cadre de concertation des partenaires techniques et financiers intervenant dans la zone, à l'effet de coordonner et harmoniser les actions, a aussi marqué un tournant décisif dans l'accompagnement des initiatives des populations.

## LES RÉSULTATS

Ce cadre avait déjà en 1996 soit une année après la reprise, à son actif l'instauration de certaines règles d'utilisation des ressources tels que les pâturages post récoltes, le bouli, les cure salées, la mare, le zonage du terroir.

Aussi, il a su régler les conflits entre les transhumants Peulh et les agro-pasteurs Mallébé et Bellah autour de la gestion des infrastructures telles que les pompes hydrauliques.

Les nouveaux acquis enregistrés (1997) résident au niveau:

- de l'élaboration de nouvelles règles relatives à la protection des arbres, des points d'eau naturelles;
- de la quasi prise d'autonomie du cadre par rapport à son fonctionnement; beaucoup plus de réunions et de décisions sont prises à l'insu du projet et des autres intervenants;
- de l'autoplanification (planning à la base) des actions de développement de la zone sous l'impulsion du cadre de concertation et facilitée d'une part par les paysans planificateurs (femmes et hommes) formés par le projet, et d'autre part par le renforcement du dispositif organisationnel à travers la création des pôles;
- de l'initiation de for a (6) de négociation avec les partenaires techniques et financiers à l'effet de mobiliser les ressources pour la mise en oeuvre de leurs micro-projets relatifs à la restauration des ressources naturelles et à la socio-économie.

Les avantages de l'approche utilisée par le projet résident à plusieurs niveaux:

- la création d'une *plate-forme d'expression et de contradiction* favorisant la résolution de conflits latents entre tous les groupes; dans ce cadre, les intérêts de tous les groupes se prévalent;
- le *mode de travail interactif* autour des approches d'auto-évaluation du cadre permet au projet, d'évoluer avec le groupe et de susciter un dynamisme au delà des réunions organisées par le passé.

Dans l'avenir, cette institution compte jouer un rôle actif au sein des organes qui seront mis en place dans le cadre de la décentralisation.

Les actions immédiates envisagées sont entre autres:

- la finalisation de l'établissement en collaboration avec l'administration locale d'un plan de gestion des ressources naturelles pour couronner les efforts fournis jusque là en matière de gestion rationnelle

des ressources naturelles;

- la mise en place d'un système local de suivi de l'impact des actions sur l'environnement la constitution d'un fonds d'investissement local autogéré.

## LES PRINCIPALES LEÇONS TIRÉES

- l'idée de cadre de concertation s'inspire de l'ancienne forme d'organisation de la zone, qui permettait dans le temps de régler l'accès aux ressources; ce qui favorise aujourd'hui son acceptation et sa fonctionnalité;
- le rôle de catalyseur du projet a travers l'animateur a laissé toute la latitude aux producteurs d'enclencher ce processus par eux mêmes. Cette approche garantit la durabilité de l'institution. Elle a plus de chance de continuer à fonctionner lorsque le projet se retirera;
- la prise en compte des personnes ressources, les centres de décision constituent un des principaux facteurs de réussite dans ce processus; et enfin;
- la sélection d'outils participatifs pertinents dans le cadre d'un travail itératif et interactif. Cela importe plus qu'une démarche bien ficelée et rigide.

Ce processus, jugé assez concluant par l'ensemble des acteurs, constitue la première expérience du genre dans toute la région. A bien d'égards, il a inspiré l'équipe dans d'autres zones d'intervention du projet et certains partenaires au développement.

On peut dire en résumé que:

- dans la zone de Kishi Beiga, il existait anciennement une forme de gestion des ressources sous l'égide de chef traditionnel;
- avec l'avènement de la révolution, il s'installa une situation de superposition entre les droits moderne et coutumier avec comme conséquence un problème de leadership, des règlements de compte, un vide au niveau de la gestion des ressources naturelles;
- le courant de la démocratisation a aussi amené une relative anarchie. Aucune responsabilité claire ne s'est dégagé quant à la gestion de la chose commune;
- l'application de la démarche GT, qui a permis une valorisation des capacités endogènes d'organisations et de compétences locales, donc la mise en place d'une institution comme le cadre de concertation, se trouvait butté à une contrainte majeure: la centralisation des certains pouvoirs au niveau des services centraux de l'Etat;
- le processus entamé trouvera dans la zone, un réel couronnement avec la *décentralisation* effective dont l'effet recherché est de permettre le partage des pouvoirs avec les collectivités locales, toute chose permettant une gestion des ressources naturelles durable.

Pour les producteurs de la zone de Kishi Beiga, la paix sociale et le progrès de la zone resteront fortement tributaires du bon fonctionnement de ce cadre, qui se veut une véritable plate-forme au service du développement.

## Notes

- (1) Provinces du Séno, Yaaga, Soum et Oudalan avec une superficie totale de 36 829 kilomètre carré soit 13, 4 pourcent du Territoire National, avec une population de 662 129 habitants.
- (2) Comité Inter-Etat de Lutte contre la Désertification au Sahel.

- (3) Un danger qui a été relevé pour l'approche GT de façon générale. Plusieurs auteurs (p.e. Toulmin 1993). Gestion de terroir, principes, premiers enseignements et conséquences opérationnelles, BNUS, London 1993) argumentent que l'approche GT peut avoir comme résultante une mise à l'écart des pasteurs.
- (4) Cette structure était l'apanage d'une partie de la population de la localité.
- (5) Rencontres réunissant plusieurs parties permettant de décider à partir d'une appréciation conjointe, selon le régime de vote au besoin, du financement des activités et selon l'enveloppe allouée par les bailleurs et le niveau de participation (physique et financière) des populations.

### Récapitulatif du processus de Kishi Beïga

Année	Approche du projet	Activités prioritaires	Groupes concernées	Initiative par qui ?
1991 – 1994	Démarche GT, accent sur le concept technique et élaboration des plans	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Mise en place CVGT</li> <li>• Mesures antiérosives</li> <li>• Réalisation d'infrastructures</li> <li>• Unités économiques</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• agro-pasteurs sédentaires</li> </ul> 8 groupes (quartiers, GV)	surtout projet et services partenaires
1995 – 1996	Démarche GT ouverte basée sur la responsabilisation effective des populations  Mise en route d'un processus d'apprentissage	<ul style="list-style-type: none"> <li>• mise en place d'un cadre de concertation</li> <li>• élaboration de règles de gestion des ressources naturelles</li> <li>• actions diverses d'aménagement</li> <li>• auto-planification des actions</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• agro-pasteurs</li> <li>• pasteurs</li> </ul> 18 groupes (villages et hameaux)	Conjointement (entre projet et producteurs)
1997 – 1998	Prise en compte de la dimension socio-économique par l'introduction du concept fonds d'investissement local	<ul style="list-style-type: none"> <li>• constitution de 4 pôles de concertation décentralisés</li> <li>• tenue des fora de négociation de fonds pour la réalisation des actions autoplanifiées/microprojets</li> <li>• signature des contrats de partenariat avec les intervenants (partenaires techniques/financiers)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• agro-pasteurs</li> <li>• pasteurs</li> </ul> 25 groupes (villages et hameaux)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• surtout product-eurs</li> <li>• Principe de l'intervention minimale du projet</li> </ul>
Perspectives	Retrait progressif du projet	Appui à l'auto-évaluation	<ul style="list-style-type: none"> <li>• agro-pasteurs</li> <li>• pasteurs</li> </ul>	Appui ponctuel sur demande